LA REVISION EXTRAORDINAIRE DANS LA PROCEDURE PÉNALE

Stefan Kalinowski

1. REMARQUES GÉNÉRALES

La révision extraordinaire est une forme spéciale du contrôle exercé par la Cour Suprême sur l'activité juridictionnelle des tribunaux ¹. D'une façon générale on peut dire qu'elle a pour but de sauvegarder le respect de la légalité populaire, notamment par l'unité qu'elle assure de l'interprétation et de l'application de la loi par les organes de l'administration de la justice, et aussi de rectifier dans une affaire donnée un jugement vicieux qui ne peut plus être attaqué par les moyens de recours ordinaires. En présence d'une décentralisation poussée de la fonction jurisprudentielle par suite de la création de nombreuses cours de voïvodie qui rendent, en deuxième instance, des décisions en force de chose jugée, la révision extraordinaire prévient les divergences dans l'interprétation de la loi par les différents tribunaux, et en même temps permet d'éclaircir les dispositions suscitant des doutes, sans recourir à l'institution des questions juridiques ni à celle des directives pour l'administration de la justice et la pratique judiciaire.

Étant donné que, parfois, du fait qu'ils ne sont pas attaqués, les jugements rendus par les tribunaux régionaux se trouvant au bas de l'échelle de juridiction, passent en force de chose jugée, le pourvoi en révision extraordinaire dirigé contre une telle décision permet à la Cour Suprême d'éclaircir les dispositions appliquées dans les affaires relevant de la com-

¹ Cf. J. Jodłowski, *Organisation judiciaire*, dans *Introduction à l'étude du droit polonais*, sous la direction de S. Rozmaryn, Varsovie 1967, pp. 355 et suiv., 363 et suiv. ; S. Kalinowski, *Procédure pénale*, *ibidem*, p. 435 et suiv. ; S. Kalinowski, *Les voies de recours dans la procédure pénale*, « Droit Polonais Contemporain », 1971, n° 16, p. 19 et suiv. ; Z. Resich, *The Organization of Courts in the Polish People's Republic*, « Droit Polonais Contemporain », 1964, n° 3, p. 12 et suiv.

pétence d'attribution des tribunaux régionaux, donc dans celles qui n'arrivent pas par la voie des instances ordinaires à la Cour Suprême. Cela a une incidence pratique essentielle sur la jurisprudence dans cette catégorie d'affaires, qui est très vaste et constamment élargie par le législateur.

La révision extraordinaire représente également un moyen de liquidation des tensions sociales par modification ou cassation des décisions évidemment inéquitables et considérées comme telles par l'opinion publique. L'autorité de l'administration populaire de la justice est fondée avant tout sur la conviction qu'à la société de l'équité des décisions judiciaires. Aussi, dès qu'un jugement ou une autre décision judiciaire clôturant la procédure et passée en force de chose jugée est injuste de façon flagrante, faut-il le rectifier, lors même que cela porterait atteinte à la règle générale du caractère irréfragable de telles décisions. Le pourvoi en révision extraordinaire est donc formé dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice.

Le pourvoi en révision extraordinaire dans la procédure pénale peut être formé contre tout jugement passé en force de chose jugée et contre toute décision clôturant la procédure, passée en force de chose jugée. Il peut donc intervenir contre une décision qui refuse d'ordonner l'exécution d'une peine avec sursis conditionnel, qui porte sur l'application de l'amnistie, sur le refus d'effacement d'une condamnation, etc.

Dans la procédure pénale, le pourvoi en révision extraordinaire ne peut être formé contre les motifs d'une décision. En revanche, le code de procédure civile prévoit cette faculté.

La doctrine et la jurisprudence sont concordantes sur le point de savoir que le jugement du tribunal statuant sur pourvoi, qui casse le jugement du tribunal statuant en première instance et renvoie l'affaire pour nouvel examen, ne clôture pas la procédure judiciaire et n'est pas attaquant par le pourvoi en révision extraordinaire.

La révision extraordinaire a été introduite dans le droit processuel polonais en 1949, simultanément avec l'instauration des deux instances, et elle a suscité de nombreuses controverses de la doctrine sur son caractère juridique. La réglementation actuelle ² met en relief — par le fait entre autres d'avoir inséré les dispositions sur la révision extraordinaire dans une partie régissant la procédure suivie après que les décisions sont passées en

² La révision extraordinaire est régie par le code de procédure pénale actuellement en vigueur (loi du 19 avril 1969, Dziennik Ustaw [Journal des Lois] n° 13, texte 96) dans les articles 462 - 473. Le texte français de ces dispositions a été publié dans « Droit Polonais Contemporain », 1971, n° 16, pp. 93 - 94.

force de chose jugée — qu'il ne s'agit pas là d'une suite de la procédure de cognition, mais d'une procédure spécifique de contrôle dans l'intérêt de l'administration de la justice³.

2. PERSONNES HABILITÉES À FORMER LE POURVOI EN RÉVISION EXTRAORDINAIRE

Le trait caractéristique de la révision extraordinaire est le cercle restreint des sujets ayant le droit de former le pourvoi en révision extraordinaire. En effet, il s'agit dans l'intention du législateur d'une institution de caractère exceptionnel, ce qui implique cette restriction. Dans les affaires portant sur les infractions relevant de la compétence des tribunaux de droit commun, le droit d'exercer le pourvoi appartient seulement à trois personnes : le ministre de la Justice, le premier Président de la Cour Suprême et le Procureur Général de la République Populaire de Pologne. Dans les affaires relevant de la compétence des tribunaux militaires, le droit de former le recours devant la Chambre militaire de la Cour Suprême appartient : au premier Président de la Cour Suprême, au président de la Chambre militaire, au Procureur Général de la République Populaire de Pologne et au premier Procureur militaire.

La loi confie à ces personnes le soin de veiller à l'observation par les tribunaux des dispositions juridiques en vigueur, ainsi qu'à la régularité et au bien-fondé des décisions judiciaires. Elles agissent donc en qualité de défenseurs de la loi et non de parties au procès.

Chacun des sujets qui ont le droit de former le recours en révision extraordinaire peut exercer ce droit indépendamment des autres. Aussi une seule et même affaire peut-elle faire l'objet de deux recours, ce qui toutefois se produit rarement dans la pratique. Le cas échéant, les deux recours sont instruits conjointement.

Il convient de souligner que le droit de former le recours en révision extraordinaire, accordé au premier Président de la Cour Suprême, traduit l'importance et le rôle de cette Cour qui, aux termes de l'art. 51 de la Constitution, est l'organe judiciaire suprême et exerce le contrôle de l'activité de tous les tribunaux en matière juridictionnelle.

Les parties au procès, leurs défenseurs et mandataires agissant dans un procès ordinaire terminé par un jugement passé en force de chose jugée,

³ Plusieurs auteurs polonais ont consacré de nombreuses études à la révision extraordinaire dans la procédure pénale, comme du reste dans la procédure civile. Un ouvrage monographique sur cette institution est celui de Zbigniew Doda, *Rewizja nadzwyczajna w polskim procesie karnym [La révision extraordinaire dans le procès pénal polonais]*, Warszawa 1973 (v. le compte rendu de cet ouvrage par M. Lipczyńska dans « Droit Polonais Contemporain », 1974, n° 1 (21), p. 52 et suiv.

ne peuvent que saisir les organes compétents d'une requête dans laquelle ils demandent qu'un pourvoi en révision soit formé. Une telle requête n'est pas une condition du pourvoi, et les sujets ayant le droit de former le recours peuvent se renseigner sur les décisions entachées de vices d'une autre façon. Ainsi, le Procureur Général en est informé par les procureurs de voïvodie, et le ministre de la Justice par les présidents des tribunaux. Cependant, un grand nombre de pourvois sont formés à la requête des parties.

3. *LA REQUÊTE TENDANT À FORMER LE POURVOI EN RÉVISION*

Cette requête est une construction juridique spécifique des procédures judiciaires polonaises. Elle a suscité un certain nombre de doutes quant à son caractère juridique et quant aux devoirs de l'organe de l'État saisi d'une telle requête. Il ne s'agit pas d'un moyen de recours, car dans une telle hypothèse la requête revêtirait la forme d'une sorte de moyen de contestation, tandis que l'examen du pourvoi aurait un caractère de troisième instance. Cependant, afin de sauvegarder les intérêts des parties et de garantir la communication d'informations sur les jugements entachés de vices, la loi offre aux parties la faculté et une chance de provoquer un contrôle extraordinaire d'une décision passée en force de chose jugée.

La requête en question peut être introduite par la partie lésée, le condamné et la personne ayant le droit de former des recours au profit de l'accusé, par exemple son défenseur. Après la mort ou en cas d'absence du condamné en Pologne, de sa minorité ou d'une maladie mentale, une telle requête peut être introduite par son parent en ligne directe, son adoptant ou adopté, ses frères et soeurs et son conjoint.

La requête peut être adressée seulement au ministre de la Justice ou au Procureur Général de la République Populaire de Pologne. Au cas où des requêtes concernant une seule et même affaire seraient adressées à plusieurs organes, la décision faisant droit à la requête ou refusant l'exercice du pourvoi est prise par l'organe saisi le premier. Une nouvelle requête peut être adressée à l'organe ayant refusé d'exercer le pourvoi ou à un autre organe.

Pour donner suite à la requête, il est nécessaire, en règle générale, d'examiner le dossier de l'affaire pénale clôturée. Cet examen porte seulement sur la recevabilité de la requête, autrement dit sur le point de savoir s'il y a lieu à révision. L'examen sur le fond et la décision sur la régularité ou l'irrégularité du jugement appartiennent exclusivement à la Cour Suprême.

Une conséquence du droit de la partie d'introduire la requête tendant

à former le pourvoi, est le devoir de l'organe saisi d'examiner les griefs soulevés dans la requête, de revoir le dossier et de répondre à la requête. De l'avis de la doctrine, lorsque l'organe saisi refuse de former le recours, en admettant qu'il ne serait pas fondé, il doit en informer le requérant, en indiquant les motifs de son opinion.

L'organe examinant l'affaire à la suite de la requête n'est pas lié par les conclusions et les griefs de cette requête. Il a le droit d'examiner l'affaire sous l'angle de tous les griefs susceptibles d'entrer en jeu, et il peut former le pourvoi au-delà de ce qui a été demandé par le requérant.

La requête doit être accompagnée d'un récépissé du versement de la taxe requise à la caisse du tribunal. Le montant de cette taxe est remboursé si l'on fait droit au pourvoi en révision extraordinaire. L'organe saisi de la requête exempte de la taxe la personne qui aura démontré l'impossibilité de la payer.

4. *LES CONDITIONS DANS LESQUELLES EST FORMÉ LE POURVOI EN RÉVISION EXTRAORDINAIRE*

Le pourvoi en révision extraordinaire est introduit directement à la Cour Suprême, avec des copies en nombre suffisant. La Cour notifie une copie à la personne concernée par le pourvoi. Dans le pourvoi, il faut préciser s'il est formé au profit ou au détriment de l'accusé. En effet, le tribunal est lié par cette indication, en ce sens qu'un pourvoi au profit de l'accusé ne peut provoquer une situation défavorable à celui-ci, notamment en ce qui concerne la mesure de la peine.

Le pourvoi au profit de l'accusé peut être formé après la mort de l'accusé, après l'usage qui a été fait à son égard du droit de grâce, et aussi après l'expiration du délai de prescription du jugement ou de l'exécution de la peine. L'exécution de la peine, l'effacement de la condamnation ou une cause suspensive de la procédure ne mettent pas non plus obstacle au pourvoi.

Le pourvoi concernant un même accusé et dirigé contre une même décision en vertu des mêmes griefs ne peut être porté qu'une fois. Un deuxième pourvoi en révision extraordinaire, formé par un même organe ou autre compétent, soulevant les mêmes griefs que le pourvoi précédent, ne peut faire l'objet d'examen. La loi antérieure ne réglait pas la question du recours contre un jugement rendu sur un pourvoi en révision extraordinaire. La doctrine n'admettait pas un tel recours, et la pratique se

conformait à cette doctrine⁴. Le code de procédure pénale de 1969 dit expressément qu'un jugement rendu par la Cour Suprême sur un pourvoi en révision extraordinaire est insusceptible de révision extraordinaire. Cette disposition est juste et met en relief l'importance des jugements rendus sur pourvoi en révision extraordinaire. Le contrôle exercé en dehors d'un cours normal des instances doit être effectué une fois pour toutes et exactement, de manière à ne plus revenir sur le cas examiné. Évidemment, il est toujours possible de reprendre la procédure *de novis et de falsis*, mais la reprise pour cause d'irrégularités est strictement restreinte. Les organes du pouvoir et les citoyens ne peuvent rester dans l'incertitude au sujet des décisions judiciaires passées en force de chose jugée, déjà contrôlées par l'organe judiciaire suprême.

C'est toujours la Cour Suprême qui est compétente de connaître du pourvoi en révision extraordinaire. Elle en connaît dans la formation de trois juges, lorsque le pourvoi concerne une décision rendue par un tribunal régional ou de voïvodie. Si le pourvoi a été formé contre un jugement passé en force de chose jugée, rendu dans le cours ordinaire des instances par la Cour Suprême, celle-ci connaît du pourvoi au nombre de sept juges. Les juges ayant participé au jugement attaqué sont récusés, en vertu de la loi, de l'examen du pourvoi.

La Cour Suprême peut faire suspendre l'exécution de la décision qui fait l'objet du pourvoi en révision extraordinaire. Ce faisant, elle peut faire déposer une caution ou prononcer une autre mesure préventive.

Lorsque le pourvoi est formé au détriment de l'accusé, la Cour Suprême peut prononcer une mesure préventive. Elle ne peut le faire si l'accusé a été acquitté.

A la procédure après l'introduction du pourvoi en révision extraordinaire, sont applicables les dispositions suivies par la Cour Suprême dans la procédure de révision ordinaire. Cela concerne également les chefs de la révision, sous cette réserve que le pourvoi en révision extraordinaire peut invoquer la violation des dispositions que seul un tribunal statuant sur le pourvoi en révision est susceptible de violer, par exemple le fait d'avoir violé la prohibition de la *reformatio in peius*, d'avoir rendu le jugement dans une composition non prévue par la loi, etc.

La forme des jugements rendus par la Cour Suprême sur pourvoi en révision extraordinaire est une forme particulière. Si la Cour Suprême trouve que le pourvoi n'est pas fondé, elle le rejette au lieu de maintenir

⁴ Cf. la résolution de la Chambre pénale de la Cour Suprême, SN VI KO 17/63, Orzecznictwo Sądu Najwyższego. Izba Karna i Wojskowa [Jurisprudence de la Cour Suprême, Chambres pénale et militaire, cité ci-après par le sigle OSNKW], 1964, texte 64.

en vigueur le jugement attaqué. Car, puisque le pourvoi n'est pas fondé, il ne porte pas atteinte au fait que le jugement est passé en force de chose jugée. Si la Cour Suprême reconnaît le bien-fondé du pourvoi, elle a trois partis à prendre : modifier la décision attaquée, casser la décision et annuler la procédure, ou enfin casser la décision et renvoyer l'affaire pour nouvel examen. Le contrôle exercé par la voie de la révision extraordinaire est un contrôle consécutif, exercé en dehors du cours normal des instances.

5. LE DÉLAI DANS LA PROCÉDURE DE RÉVISION EXTRAORDINAIRE

Bien que le droit de former le pourvoi en révision extraordinaire ne soit limité par aucun délai, les effets du pourvoi varient suivant le délai dans lequel la Cour Suprême a été saisie du pourvoi. Conformément au principe humanitaire, le pourvoi en révision extraordinaire au profit de l'accusé peut produire un effet favorable pour ce dernier, indépendamment du délai dans lequel le tribunal a été saisi, donc même quelques années après le jugement passé en force de chose jugée. En revanche, des effets défavorables pour l'accusé ne peuvent être provoqués que par un pourvoi dont la Cour Suprême a été saisie avant l'expiration de six mois à partir de la date où le jugement attaqué est passé en force de chose jugée⁵.

En vertu de la loi en vigueur, un pourvoi en révision extraordinaire formé au détriment de l'accusé après l'expiration de six mois à compter du moment où la décision est passée en force de chose jugée, est irrecevable^{5 6}. Cette disposition est formulée de façon rigoureuse pour montrer que la nouvelle construction de la révision extraordinaire n'englobe pas ce qu'on appelle l'établissement des irrégularités de la procédure. Selon la construction antérieure, la Cour Suprême connaissant d'un pourvoi formé au détriment de l'accusé après l'expiration de six mois depuis que le jugement est passé en force de chose jugée, pouvait faire droit à un tel pourvoi, sous cette réserve qu'il devait se borner à établir les irrégularités

⁵ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême statuant dans la formation de 7 juges, V K 118/62, *Orzecznictwo Sądów Polskich i Komisji Arbitrażowych* [Jurisprudence des tribunaux polonais et des commissions d'arbitrage], 1962, texte 61 ; décision de la Cour Suprême statuant dans la formation de 7 juges, V KPN 138/66, « *Gazeta Sądowa i Penitencjarna* », 1970, n° 8 ; cf. aussi Z. Doda, *Termin z art. 463 § 2 k.p.k. jako warunek skuteczności nadzwyczajnego rewizyjnego zaskarżenia na niekorzyść oskarżonego* [Le délai prévu à l'art. 463 § 2 du cpp en tant que condition d'efficacité d'un pourvoi en révision extraordinaire au détriment de l'accusé], « *Wojskowy Przegląd Prawniczy* », 1972, n° 2.

⁶ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême V KPN 138/66, OSNKW, 1970, texte 48.

que le tribunal avait commises dans le jugement attaqué ou dans la procédure qui avait abouti à ce jugement. Elle ne pouvait ni casser ni modifier le jugement attaqué. Les dispositions en vigueur ne prévoient pas une telle faculté et défendent de faire droit, au détriment de l'accusé, à un pourvoi formé en ce sens après que six mois se sont écoulés depuis que le jugement est passé en force de chose jugée. Cette formule, judicieusement interprétée par la jurisprudence, renforce la stabilité des décisions passées en force de chose jugée et fait que l'écoulement du délai de six mois entraîne de plein droit l'extinction du droit du tribunal de statuer au détriment de l'accusé.

Le délai de six mois est un délai de droit matériel, il n'est pas un délai prefix et ne peut être restitué ni prolongé. Il expire le dernier jour du sixième mois, sans différence qu'il tombe un jour ouvrable ou un jour férié légal⁷.

Dans la procédure polonaise, le délai est réputé observé, lorsque la pièce est expédiée, avant son expiration, dans un bureau de poste polonais, le cachet de la poste faisant foi. Conformément à cette règle générale, valable pour toutes les pièces du procès, la jurisprudence admet qu'un pourvoi en révision extraordinaire au détriment de l'accusé, expédié dans un bureau de poste polonais avant l'expiration de six mois à partir de la date où la décision est passée en force de chose jugée, est réputé avoir été introduit dans le délai à la Cour Suprême⁸.

6. LES FONDEMENTS DE LA RÉVISION EXTRAORDINAIRE

Ces fondements sont en principe les mêmes que les fondements de la révision ordinaire, celle-ci étant un moyen de recours ordinaire dont les parties peuvent user contre les jugements rendus par les tribunaux de première instance. Par ailleurs, le pourvoi en révision extraordinaire contre les décisions passées en force de chose jugée et clôturant la procédure judiciaire, est instruit suivant la même procédure qu'un pourvoi en révision ordinaire.

La solution législative de la question des chefs et de la procédure du pourvoi en révision extraordinaire est simple. La règle est que si les dispositions en cette matière ne contiennent pas de solutions spéciales, à la procédure ouverte sur pourvoi en révision extraordinaire sont applicables les dispositions relatives à la procédure de révision ordinaire devant la

⁷ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême statuant dans la formation de 7 juges,

V KR 114/59, *Orzecznictwo Sądu Najwyższego — Prokuratura Generalna (Jurisprudence de la Cour Suprême — Ministère Public)*, 1960, p. 1.

⁸ Cf. la résolution de 7 juges, VI KZP 79/71, OSNKW, 1972, texte 112.

Cour Suprême. Le système polonais connaît certaines différences entre la procédure de révision devant la cour de voïvodie statuant en deuxième instance et celle devant la Cour Suprême. Relevons à titre d'exemple que la cour de voïvodie dispose, en matière de procédure de la preuve, des possibilités plus vastes que la Cour Suprême laquelle, par exemple, ne peut procéder directement à l'audition des témoins.

Cette réglementation est parfaitement compréhensible. Puisque le système de révision est le plus approprié au contrôle des jugements non passés en force de chose jugée, le même système doit être également appliqué à l'examen des jugements passés en force de chose jugée. La procédure spéciale prévue pour la Cour Suprême s'explique par le fait que le pourvoi en révision extraordinaire est toujours examiné par cette Cour.

En connaissant d'un pourvoi en révision extraordinaire qui soulève des irrégularités absolues, c'est-à-dire celles qui font casser la décision sans distinguer si l'irrégularité soulevée a eu ou pouvait avoir une incidence sur le contenu du jugement, ou en connaissant d'une affaire où elle a cru élever de telles irrégularités, la Cour Suprême peut se borner à l'examen d'un seul grief de ce genre, dès que, une fois constaté, il suffit à faire casser le jugement.

La Cour Suprême peut faire droit à un pourvoi en révision extraordinaire au profit de l'accusé en statuant en séance, sans modifier d'audience. Dans ce cas le public n'est pas admis. A la séance peuvent assister : en vertu d'une disposition spéciale — le défenseur de l'accusé, et en vertu des dispositions générales — le procureur.

La décision doit préciser si le pourvoi a été formé au profit ou au détriment de l'accusé, les griefs soulevés contre la décision attaquée, les conclusions de la révision et les motifs. Le devoir de motiver découle entre autres du devoir légal d'indiquer les limites, le sens et les chefs de la révision.

Le devoir d'indiquer le fondement de la décision est reconnu par la jurisprudence selon laquelle, « puisque la cassation ou la modification d'un jugement non passé en force de chose jugée ne peuvent intervenir que sur un fondement défini par la procédure, un tel fondement est d'autant plus nécessaire pour casser ou modifier un jugement ayant acquis la force d'un droit »⁹.

De l'avis de la jurisprudence, un pourvoi en révision extraordinaire peut être formé et instruit même s'il concerne un jugement passé en force de chose jugée, sans motifs écrits, et qui ne peuvent être reconstitués par suite de la mort du juge unique qui a statué¹⁰.

⁹ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême statuant dans la formation de 7 juges, II KRN 430/56.

¹⁰ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême IV K 422/63, OSNKW, 1963, texte 63.

En statuant sur pourvoi en révision extraordinaire, la Cour Suprême, lorsqu'elle apprécie le bien-fondé du pourvoi demandant des peines plus rigoureuses, tient compte non seulement de l'état de l'affaire au moment du jugement attaqué, mais aussi de l'état postérieur à cette décision. Ainsi, la Cour doit tenir compte de l'entrée en vigueur d'un nouveau code pénal qui se montre moins rigoriste en ce qui concerne, par exemple, la responsabilité du receleur. La jurisprudence estime également qu'il faut tenir compte du fait que « l'antérieure libération conditionnelle de l'exécution de la peine de privation de liberté doit, en règle générale, faire obstacle à statuer par révision extraordinaire au détriment du condamné, dès que la libération conditionnelle elle-même n'est pas contestable »¹¹.

Dans un autre cas, lors de l'examen d'une requête, en aggravation de la peine, la Cour Suprême a soulevé que « en l'espèce, des circonstances particulières et exceptionnelles entrent en jeu. L'accusé est un infirme, a un membre inférieur raccourci de 4 cm par suite d'un traumatisme. Cette infirmité est plus pénible à supporter en cas d'exécution de la peine de privation de liberté. De plus, le condamné a complètement réparé le dommage après le jugement ». De l'avis de la Cour Suprême, ces circonstances ne peuvent pas ne pas entrer en jeu même dans l'examen, d'un pourvoi en révision extraordinaire au détriment du condamné qui manifeste un repentir actif^{11 12}.

Dans certains arrêts rendus sur pourvoi en révision extraordinaire, la Cour Suprême exprime l'opinion qu'il faut tenir compte du fait que la peine prononcée, même si elle est relativement peu rigoureuse, a exercé une influence favorable sur l'accusé, s'est avérée être une mesure appropriée pour la réinsertion du condamné dans la société, et qu'une aggravation de cette peine, alors que la réinsertion marque des progrès, risquerait d'avoir une influence défavorable sur le condamné.

7. LES EFFETS PROCESSUELS DU POURVOI EN RÉVISION EXTRAORDINAIRE AU DÉTRIMENT DU CONDAMNÉ

Le pourvoi en révision extraordinaire, en faisant grief au jugement attaqué d'avoir violé le droit matériel, demande parfois que soit imputée à l'accusé une autre forme de l'acte, qui fait aggraver la qualification de ce dernier. Selon les règles du procès pénal polonais, l'accusé doit être pré-

¹¹ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême statuant dans la formation de 7 juges, V KRN 238/70, *Orzecznictwo Sądu Najwyższego — Izba Karna* (Jurisprudence de la Cour Suprême — Chambre pénale), 1970, texte 74.

¹² Cf. l'arrêt de la Cour Suprême statuant dans la formation de 7 juges, V KRN 435/69, *OSNKW* 1970, texte 75.

venu du changement de qualification, de manière qu'il puisse se défendre contre elle. Le problème est donc né de savoir quelle est la situation de l'accusé lorsque le pourvoi en révision extraordinaire à son détriment demande un changement de qualification. Dans une résolution de la Chambre pénale statuant au complet, rendue sous l'empire de la loi antérieure¹³, la Cour Suprême a déclaré que la signification à l'accusé d'une copie du pourvoi en révision extraordinaire formé à son détriment et demandant une qualification juridique plus rigoriste de l'acte commis ainsi qu'une modification pour lui défavorable de la décision sur la peine, tient lieu de l'information le prévenant de la possibilité d'aggravation de la qualification de l'acte. Un arrêt rendu par sept juges sous l'empire du nouveau code implique que la résolution précitée de la Chambre pénale statuant au complet a conservé son actualité sous l'empire du nouveau code de procédure pénale¹⁴. La signification à l'accusé d'une copie d'un tel pourvoi lui permet de se rendre compte des griefs soulevés et de préparer sa défense.

Il résulte du caractère juridique de la révision extraordinaire en tant que procédure qui entre en jeu après que le jugement est passé en force de chose jugée, que le fait de former le pourvoi ne porte pas atteinte au caractère de l'autorité de chose jugée de la décision attaquée. Cette décision conserve sa qualité de chose jugée, elle lie toutes les autorités intéressées et doit être exécutée. C'est la raison pour laquelle la loi a donné à la Cour Suprême le droit de suspendre à l'exécution d'une telle décision. C'est une suspension temporaire, qui n'infirme pas la décision tant que n'est pas rendue la décision qui casse ou modifie la décision attaquée par la voie de révision extraordinaire.

Le pourvoi en révision extraordinaire permet à la Cour Suprême d'examiner la décision attaquée au-delà de ce qui est demandé dans le pourvoi, si besoin est dans un cas donné. Car, de l'avis de la Cour Suprême, « la mission primordiale de l'instance de révision consiste à contrôler l'exactitude du raisonnement et du comportement du tribunal dont la décision est soumise au contrôle de l'instance supérieure (également dans la procédure en révision extraordinaire). C'est pourquoi, « l'évidente injustice » dans le sens de l'art. 389 du code de procédure pénale ne doit pas être entendue comme une notion purement formelle, mais rattachée au contenu concret le plus substantiel de la décision, entre autres par la recherche de la vérité objective. Par conséquent, la Cour peut tenir compte

¹³ Résolution de la Chambre pénale statuant au complet, SN VI KO 7/64, OSNKW 1965, texte 35.

¹⁴ Résolution de la Cour Suprême statuant dans la formation de 7 juges, V KRN 435/69, OSNKW 1970, texte 75.

d'office de tout chef du pourvoi, s'il a été la cause d'une décision manifestement injuste » ¹⁵. En droit polonais, un jugement manifestement injuste ne peut être modifié qu'au profit de l'accusé, et il ne peut être cassé au détriment de l'accusé que si le pourvoi a été formé en ce sens.

En connaissant du pourvoi en révision extraordinaire au profit de l'accusé, la Cour Suprême tient compte de la modification de l'état juridique favorable à l'accusé. « Une modification des dispositions qui entrent en jeu comme étant les seules en vigueur au moment où la Cour Suprême statue sur pourvoi, est un fondement suffisant pour aller au profit de l'accusé au-delà de la modification du jugement postulée par le pourvoi en révision extraordinaire » ¹⁶. Dans l'affaire concernée, au moment où la Cour Suprême statuait sur pourvoi, l'acte de l'accusé tombait sous le coup des dispositions non pas du code pénal mais du code des contraventions.

8. L'INTERDICTION D'AGGRAVER LA SITUATION DE L'ACCUSÉ

Dans la procédure après l'introduction du pourvoi en révision extraordinaire au profit de l'accusé, la *reformatio in peius* est rigoureusement interdite. En connaissant d'un pourvoi au profit de l'accusé, la Cour Suprême ne peut casser le jugement pour cette raison seulement que l'acte imputé contient des éléments constitutifs d'une infraction plus grave que celle pour laquelle il a été condamné, ou que les preuves qu'implique une accusation plus grave demandent à être complétées ¹⁷.

Même en connaissant d'un pourvoi formé au détriment de l'accusé, la Cour Suprême ne peut condamner l'accusé acquitté par le tribunal statuant en deuxième instance. En vertu d'une résolution des Chambres pénale et militaire réunies, la Cour Suprême, en annulant le jugement d'acquiescement, renvoie l'affaire au tribunal de deuxième instance, à moins qu'il y ait lieu d'annuler les jugements rendus en première et deuxième instances et de renvoyer l'affaire au tribunal de première instance pour nouvel examen, ou à l'accusateur public pour compléter la procédure préparatoire ¹⁸.

La jurisprudence a étendu cette règle aux cas où un non-lieu conditionnel a été prononcé en faveur de l'accusé. Elle invoque à l'appui de son opinion l'inadmissibilité de la condamnation, pour la première fois, par la Cour Suprême, dont l'arrêt passe immédiatement en force de chose

¹⁵ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême V KRN 673/66, OSNKW 1970, texte 61.

¹⁶ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême V KRN 21/72, OSNKW 1972, texte 143.

¹⁷ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême V KRN 151/72, OSNKW 1972, texte 191.

¹⁸ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême VI KZP 73/70, OSNKW 1971, texte 78.

jugée et est insusceptible de révision¹⁹. Ajoutons que la condamnation, pour la première fois, par la Cour Suprême restreindrait le droit de l'accusé à la défense.

C'est également par l'intérêt de la défense de l'accusé que fut dicté l'arrêt de la Cour Suprême, déclarant qu'il est inadmissible, en cas d'un pourvoi en révision extraordinaire au profit de l'accusé, d'annuler le jugement pour ce motif seulement que la Cour Suprême a cru constater une infraction plus grave que celle retenue contre le condamné²⁰. Cette règle est en vigueur dans le cas aussi où de nouvelles circonstances aggravantes se sont révélées au cours d'instance. C'est là une construction juridique caractéristique de l'interdiction dite absolue de la *reformatio in peius*, qui est actuellement en vigueur dans la procédure pénale polonaise, à l'opposé de l'état juridique de l'entre-deux-guerres, où cette interdiction n'entraînait pas en jeu si les circonstances venaient à se modifier.

¹⁹ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême V KRN 204/70, « Wojskowy Przegląd Prawniczy », 1971, n° 4.

²⁰ Cf. l'arrêt de la Cour Suprême VI KO 7/74, OSNKW 1965, texte 35.